

**BOCK
MEYERBEER**
35, Rue Meyerbeer
ROUBAIX
Téléphone 421 et 2471

Journal de Roubaix



DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS } Nord et limitrophes..... 3 mois, 17.00; 6 mois, 32.00; 1 an, 60.00
} France et Belgique..... > 15.00; > 30.00; > 60.00
} Union postale..... > 26.00; > 50.00; > 92.00

REDACTION-ANNONCES
ABONNEMENTS

ROUBAIX : 71, Grand-Rue, Tél. 34 et 1906 Inter. 6
TOURCOING : 33, rue Carot, Téléphone 37.
Chèques postaux 87 Lille.

Seul, un Ministère d'Union nationale peut sauver le pays

Le second ministre Painlevé n'était pas né viable. Sa fin soudaine n'aura surpris personne. La crise qui s'ouvre à quinze jours de l'échéance du 8 décembre, n'en est pas moins angoissante. Quelle combinaison ministérielle va-t-on proposer en ces pénibles conjonctures? La question est d'importance. Selon la formule adoptée, le pays connaîtra un nouvel essor ou perdra toute confiance.

D'après les consultations présidentielles, il est évident que les membres du Cartel ne sont point partisans d'un Cabinet à collaboration dite « réactionnaire ». Les radicaux-socialistes sont tout prêts à se jeter officiellement dans les bras des socialistes régularisant ainsi leur union et satisfaisant un désir ancien et mal dissimulé.

On arrive, dès lors, à envisager la formation d'un Cabinet nettement de gauche. Les socialistes qui ont les dents longues, y prendraient la part du lion. D'autre part, un tel ministère nous gratifierait de l'impôt sur le capital. On sait ce qu'il en faut penser. Ajoutons que dans l'état actuel des finances et notamment de la trésorerie, une telle mesure nécessiterait une inflation considérable, ruinant l'activité économique et menaçant le pays tout droit à la faillite.

Rien ne prouve, d'ailleurs, que les socialistes jugeront le fruit amer pour être cueilli. Peut-être même se soucient-ils fort peu de supporter les conséquences d'une politique désastreuse dont ils sont en partie responsables. Dans ce cas, il faudrait bien chercher ailleurs une majorité gouvernementale. Les radicaux-socialistes, redisons-le, ne s'y résoudraient qu'à contre-cœur.

Mais, en l'occurrence, est-il sage de s'arrêter aux sympathies et au sectarisme d'un groupe politique ? Ne pourrait-on plutôt constituer un ministère d'union nationale où tous les partis trouveraient leur place, les extrêmes s'excluant d'eux-mêmes ? Ce ministère fermement résolu à « gouverner » sans autre but que le bien du pays, connaîtrait, à coup sûr, la faveur populaire et ferait de bonne besogne.

Lorsque le danger est à nos portes, ne peut-on signer une trêve et remettre à plus tard les discussions politiques d'un intérêt secondaire ? Ce serait pourtant le seul moyen de provoquer une détente à l'intérieur et de fortifier, du fait même, notre crédit à l'étranger.

Quel homme est susceptible de réaliser cette œuvre nécessaire ? Le nom importe peu, seules les idées comptent avec les intentions. C'est sur elles que devra se baser la confiance de nos parlementaires. Ce sont elles qui guideront leurs suffrages.

Jean REBOUX.

LES CHANGES

	SAMEDI	LUNDI
LIVRE	124.00	124.90
DOLLAR	25.60	25.84
BELGIQUE ...	116.10	116.65

BILLET PARISIEN

Les trois solutions

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 23 NOVEMBRE (MINTY).
Théoriquement, trois solutions s'offrent au chef de l'Etat pour résoudre la crise ministérielle : 1° un Gouvernement cartelliste; 2° un Gouvernement de Concentration républicaine; 3° un Gouvernement d'Union nationale.

LA CRISE MINISTÉRIELLE

M. Doumergue consulte et fait appeler M. Briand

L'ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL SE MET EN CAMPAGNE



LE CABINET DEMISSIONNAIRE

Les consultations de M. Doumergue
Paris, 23 novembre. — L'Agence Havas donne sur la première journée de la crise ministérielle les renseignements suivants : Le président de la République qui, après avoir reçu hier soir la démission du cabinet actuel, avait fait appeler le président du Sénat et le président de la Chambre, a recommandé de bonne heure, lundi matin, ses consultations sur la situation politique. Il s'est tout d'abord entretenu, à 8 h. 45, avec M. Paul Doumer, président de la Commission des Finances du Sénat. Quelques instants après est arrivé, à l'Elysée, M. Malvy, président de la Commission des Finances de la Chambre. M. Doumer a quitté l'Elysée à 9 h. 15. Il s'est refusé à toute déclaration au sujet de son entrevue avec le président de la République.

Ce que dit M. Maginot
M. MAGINOT, ancien ministre de la Guerre, député de la Meuse, en quittant l'Elysée à midi 30, a fait la déclaration suivante : — Ministère socialiste ? Impossible. M. DARIAC, en quittant l'Elysée, a déclaré : — J'ai dit au président de la République que je voyais la nécessité d'un ministère de concentration républicaine avec ou sans la participation des soci listes. Je dois ajouter que la solution du problème financier est conditionnée avant tout par le retour au scrutin uninominal.

M. Malvy et Cazals partisans d'un Cabinet de gauche
M. MALVY sort de l'Elysée à 9 h. 50.
— Que voulez-vous que je vous déclare, dit-il ? — Pensez-vous que la crise puisse être rapidement dénouée ?

Que va décider le groupe socialiste ?
Paris, 23 novembre. — Le groupe socialiste et la Commission administrative du parti ont décidé de ne pas convoquer un conseil national pour trancher la question de la participation au pouvoir et de prendre eux-mêmes cette responsabilité.

Les autres consultations
M. STRAUSS, sénateur radical-socialiste, se refuse à toute déclaration en disant qu'il apporte non pas son sentiment personnel, mais celui de son groupe qu'il ne lui appartient pas de dévoiler.
M. ANTOINE BORBEL, député de la Savoie, est introduit à l'Elysée à 10 h. 30. M. Borbel est persuadé que seul la constitution d'un ministère de gauche avec participation des socialistes pourra résoudre la crise.
M. Doumergue a encore reçu M. STRAUSS, sénateur radical; ANTOINE BORBEL, député; DARLAG, député; RAOUL PÉRET, député; BENOIST-MARTIN, président de la gauche républicaine du Sénat; LÉON BLUM, MAGINOT et FLANDIN, président et secrétaire de la gauche républicaine de la Chambre; HERVÉY, sénateur.

Un incident
M. Henri Le Mira monte à la tribune. A Ave Cesar m rituri te salutant... Les gauches bouddissent, et dans un mouvement unanime de colère signifient au député de l'Eure qu'elles ne lui permettent pas de s'en prendre au Gouvernement.

Opinion de M. Raoul Péret
M. RAOUL PÉRET, député de la Vienne, ancien président de la Chambre des députés, arrive à 10 h. 30 à l'Elysée.
M. Péret espère qu'un ministère pourra être constitué, de telle sorte qu'il ait une longue durée et qu'il puisse mettre fin à la crise actuelle, mais l'ancien président de la Chambre constate que la discussion d'hier à la suite de laquelle le cabinet Painlevé est tombé, n'a dérangé de majorité ni à droite ni à gauche, bien qu'il y ait eu un léger cisèlement vers la droite.
Interrogé au sujet de la possibilité de l'entrée des socialistes dans le ministère, M. Péret considère que celle solution serait tout à fait désirable, mais, dit-il, cela dépendrait toutefois des hommes que le parti socialiste mettrait au Gouvernement.

Le projet de la convention avec la Banque de France
Paris, 23 novembre. — La Commission sénatoriale des finances avait examiné le projet voté par la Chambre, relatif à la nouvelle avance de la Banque de France.
Après discussion, on s'en est tenu à 11 voix sur 13 pour l'adoption; il y a eu six abstentions.

Pour un ministère d'union nationale
M. CHÉRON, président de l'Union républicaine du Sénat, dit qu'il est toujours dans les mêmes sentiments que lors de la dernière crise.
— C'est-à-dire, lui demande-t-on, que vous êtes partisan d'un ministère d'union nationale ?
— Bien entendu, répond l'ancien ministre de l'Agriculture.

Mots pour rire
Toto, qui a six ans, a la désolable habitude de chanter quand on le couche. Ce n'est pas que son répertoire soit varié, mais il est aigri en diable. Aussi, chaque fois, le morigène-lou : — Tais-toi, Toto, tu vas réveiller ta petite sœur !
Mais l'autre soir, c'est la petite sœur qui, tourmentée par sa jeune dentition, criait et braillait dans sa couchette.
— Alors Toto, de son lit, lui intime : — Tais-toi, Arlette ! tu vas me réveiller !

Un incident
M. Henri Le Mira monte à la tribune. A Ave Cesar m rituri te salutant... Les gauches bouddissent, et dans un mouvement unanime de colère signifient au député de l'Eure qu'elles ne lui permettent pas de s'en prendre au Gouvernement.

Mots pour rire
Toto, qui a six ans, a la désolable habitude de chanter quand on le couche. Ce n'est pas que son répertoire soit varié, mais il est aigri en diable. Aussi, chaque fois, le morigène-lou : — Tais-toi, Toto, tu vas réveiller ta petite sœur !
Mais l'autre soir, c'est la petite sœur qui, tourmentée par sa jeune dentition, criait et braillait dans sa couchette.
— Alors Toto, de son lit, lui intime : — Tais-toi, Arlette ! tu vas me réveiller !

Le projet de la convention avec la Banque de France
Paris, 23 novembre. — La Commission sénatoriale des finances avait examiné le projet voté par la Chambre, relatif à la nouvelle avance de la Banque de France.
Après discussion, on s'en est tenu à 11 voix sur 13 pour l'adoption; il y a eu six abstentions.

Mots pour rire
Toto, qui a six ans, a la désolable habitude de chanter quand on le couche. Ce n'est pas que son répertoire soit varié, mais il est aigri en diable. Aussi, chaque fois, le morigène-lou : — Tais-toi, Toto, tu vas réveiller ta petite sœur !
Mais l'autre soir, c'est la petite sœur qui, tourmentée par sa jeune dentition, criait et braillait dans sa couchette.
— Alors Toto, de son lit, lui intime : — Tais-toi, Arlette ! tu vas me réveiller !

Le projet de la convention avec la Banque de France
Paris, 23 novembre. — La Commission sénatoriale des finances avait examiné le projet voté par la Chambre, relatif à la nouvelle avance de la Banque de France.
Après discussion, on s'en est tenu à 11 voix sur 13 pour l'adoption; il y a eu six abstentions.

Mots pour rire
Toto, qui a six ans, a la désolable habitude de chanter quand on le couche. Ce n'est pas que son répertoire soit varié, mais il est aigri en diable. Aussi, chaque fois, le morigène-lou : — Tais-toi, Toto, tu vas réveiller ta petite sœur !
Mais l'autre soir, c'est la petite sœur qui, tourmentée par sa jeune dentition, criait et braillait dans sa couchette.
— Alors Toto, de son lit, lui intime : — Tais-toi, Arlette ! tu vas me réveiller !

Le projet de la convention avec la Banque de France
Paris, 23 novembre. — La Commission sénatoriale des finances avait examiné le projet voté par la Chambre, relatif à la nouvelle avance de la Banque de France.
Après discussion, on s'en est tenu à 11 voix sur 13 pour l'adoption; il y a eu six abstentions.

Mots pour rire
Toto, qui a six ans, a la désolable habitude de chanter quand on le couche. Ce n'est pas que son répertoire soit varié, mais il est aigri en diable. Aussi, chaque fois, le morigène-lou : — Tais-toi, Toto, tu vas réveiller ta petite sœur !
Mais l'autre soir, c'est la petite sœur qui, tourmentée par sa jeune dentition, criait et braillait dans sa couchette.
— Alors Toto, de son lit, lui intime : — Tais-toi, Arlette ! tu vas me réveiller !

Le projet de la convention avec la Banque de France
Paris, 23 novembre. — La Commission sénatoriale des finances avait examiné le projet voté par la Chambre, relatif à la nouvelle avance de la Banque de France.
Après discussion, on s'en est tenu à 11 voix sur 13 pour l'adoption; il y a eu six abstentions.

Mots pour rire
Toto, qui a six ans, a la désolable habitude de chanter quand on le couche. Ce n'est pas que son répertoire soit varié, mais il est aigri en diable. Aussi, chaque fois, le morigène-lou : — Tais-toi, Toto, tu vas réveiller ta petite sœur !
Mais l'autre soir, c'est la petite sœur qui, tourmentée par sa jeune dentition, criait et braillait dans sa couchette.
— Alors Toto, de son lit, lui intime : — Tais-toi, Arlette ! tu vas me réveiller !

LA CHAMBRE VOTE

Le projet de convention élevant de 1 milliard 500 millions les avances de la Banque de France

AVANT LA SEANCE

Paris, 23 novembre. — La Chambre des députés ne doit s'assembler que mardi en séance publique et après-midi à 14 h. 30, le Sénat à 17 heures.
L'ordre du jour des deux Assemblées comportera la discussion d'un projet financier.
Ce projet comporte un article unique qui reproduit le texte de l'article 24 du projet de redressement financier dont la Chambre avait commencé la discussion.
L'exposé des motifs, très court, fait ressortir que, étant données les circonstances et en raison de l'urgence qui s'attache au vote de cet article, le Gouvernement a cru devoir le déjouer de l'ensemble du projet de loi de redressement financier pour en demander l'adoption au Parlement.

Les socialistes s'abstiendront

Paris, 23 novembre. — Au cours d'une réunion tenue ce matin par la Commission administrative du parti socialiste, il a été décidé que le groupe parlementaire du parti s'abstiendrait cet après-midi à la Chambre dans le vote du projet relatif à l'augmentation des avances.
Les autres groupes de la Chambre n'ont pas eu à se prononcer sur cette question, mais il est probable qu'ils adopteront le projet déposé par le Gouvernement.

Un élargissement de la majorité ?

Paris, 23 novembre. — Au groupe de la gauche radicale de la Chambre réuni ce matin, M. Loucheur a préconisé le maintien de l'union avec les groupes de gauche.
M. Bouilloux-Lafont s'est déclaré partisan d'un ministère d'Union nationale. Finalement, M. Paul Moré, président, a fait adopter à une forte majorité un ordre du jour presque semblable à celui adopté la nuit dernière par les groupes de gauche.
Le nouvel ordre du jour déclare que le groupe donnera sa confiance à tout gouvernement (au lieu de « ne donner sa confiance qu'à un gouvernement »). Résolu à poursuivre une politique conforme aux décisions du Congrès universel et assurant avec une énergie qu'imposent les circonstances la défense des institutions républicaines et l'assainissement des finances nationales, la prochaine réunion de gauche, M. Moré exposera notamment le désir du groupe de voir élargir le Cartel jusqu'à certains éléments voisins qui, jusqu'ici, n'avaient pas participé de la majorité.

LA SEANCE

Paris, 23 novembre. — M. Herriot ouvre la séance à 14 h. 30.
On aborde la discussion du projet autorisant le Gouvernement à passer avec la Banque de France une nouvelle convention élevant de 1 milliard 500 millions, les avances de la Banque de France à l'Etat.

REPRISE DE LA SEANCE

M. Herriot prend place au fauteuil présidentiel à 16 h. 25, mais il n'y a eu séance que trois députés. Ce n'est qu'à 16 h. 20, que la séance est reprise.
M. Lamoureux, rapporteur général, monte à la tribune et demande à la Chambre de voter le projet, car il est impossible de refuser au Gouvernement le moyen de faire face aux besoins de la Trésorerie.

M. Painlevé demande le vote du projet

M. Painlevé monte à la tribune. Les gauches applaudissent longuement.
Il rappelle que le Gouvernement a attiré l'attention de la Chambre sur la marge très faible des disponibilités de la Trésorerie. Il importe, ajoute-t-il, que, même pendant la période où un ministère est chargé des affaires courantes, le Trésor puisse faire face à toutes les échéances de l'Etat. Le Parlement voudra donc certainement voter le projet. (Applaudissements à gauche.)

L'ATTITUDE DES PARTIS

M. Albert Millard dit, au nom de ses amis radicaux-socialistes, une déclaration annonçant que ceux-ci voteront le projet, car, l'heure exige d'immédiates décisions pour faire face à la situation.
M. Albert Millard dit, au nom de ses amis radicaux-socialistes, une déclaration annonçant que ceux-ci voteront le projet, car, l'heure exige d'immédiates décisions pour faire face à la situation.

Les dettes de guerre

Une souscription nationale en Italie

Rome, 23 novembre. — La souscription nationale pour recueillir des dettes, dans le but d'aider le Gouvernement à payer sa dette envers l'Amérique, a eu lieu avec le plus grand succès. Le Roi, tous les membres de la famille royale, tous les ministres, les membres du Parlement et les diverses notabilités ont participé à la souscription; les employés de l'Etat, des institutions privées, les étudiants et les ouvriers ont souscrit en masse. Il est à remarquer que la participation des fédérations des associations du clergé, dont les dirigeants avaient lancé un appel invitant les prêtres à coopérer activement à cette souscription.

Les dettes de guerre

Rome, 23 novembre. — La souscription nationale pour recueillir des dettes, dans le but d'aider le Gouvernement à payer sa dette envers l'Amérique, a eu lieu avec le plus grand succès. Le Roi, tous les membres de la famille royale, tous les ministres, les membres du Parlement et les diverses notabilités ont participé à la souscription; les employés de l'Etat, des institutions privées, les étudiants et les ouvriers ont souscrit en masse. Il est à remarquer que la participation des fédérations des associations du clergé, dont les dirigeants avaient lancé un appel invitant les prêtres à coopérer activement à cette souscription.

Les dettes de guerre

Rome, 23 novembre. — La souscription nationale pour recueillir des dettes, dans le but d'aider le Gouvernement à payer sa dette envers l'Amérique, a eu lieu avec le plus grand succès. Le Roi, tous les membres de la famille royale, tous les ministres, les membres du Parlement et les diverses notabilités ont participé à la souscription; les employés de l'Etat, des institutions privées, les étudiants et les ouvriers ont souscrit en masse. Il est à remarquer que la participation des fédérations des associations du clergé, dont les dirigeants avaient lancé un appel invitant les prêtres à coopérer activement à cette souscription.

Les dettes de guerre

Rome, 23 novembre. — La souscription nationale pour recueillir des dettes, dans le but d'aider le Gouvernement à payer sa dette envers l'Amérique, a eu lieu avec le plus grand succès. Le Roi, tous les membres de la famille royale, tous les ministres, les membres du Parlement et les diverses notabilités ont participé à la souscription; les employés de l'Etat, des institutions privées, les étudiants et les ouvriers ont souscrit en masse. Il est à remarquer que la participation des fédérations des associations du clergé, dont les dirigeants avaient lancé un appel invitant les prêtres à coopérer activement à cette souscription.

Les dettes de guerre

Rome, 23 novembre. — La souscription nationale pour recueillir des dettes, dans le but d'aider le Gouvernement à payer sa dette envers l'Amérique, a eu lieu avec le plus grand succès. Le Roi, tous les membres de la famille royale, tous les ministres, les membres du Parlement et les diverses notabilités ont participé à la souscription; les employés de l'Etat, des institutions privées, les étudiants et les ouvriers ont souscrit en masse. Il est à remarquer que la participation des fédérations des associations du clergé, dont les dirigeants avaient lancé un appel invitant les prêtres à coopérer activement à cette souscription.

Les dettes de guerre

Rome, 23 novembre. — La souscription nationale pour recueillir des dettes, dans le but d'aider le Gouvernement à payer sa dette envers l'Amérique, a eu lieu avec le plus grand succès. Le Roi, tous les membres de la famille royale, tous les ministres, les membres du Parlement et les diverses notabilités ont participé à la souscription; les employés de l'Etat, des institutions privées, les étudiants et les ouvriers ont souscrit en masse. Il est à remarquer que la participation des fédérations des associations du clergé, dont les dirigeants avaient lancé un appel invitant les prêtres à coopérer activement à cette souscription.

LES CATHERINETTES

Un joli groupe de Catherinettes



LES CATHERINETTES

Un joli groupe de Catherinettes

Les jeunes filles qui vont fêter la Sainte-Catherine savent-elles que le nom de « Catherine » qu'on leur donne a eu d'autres applications ? C'est ainsi que l'on appelait autrefois, dans les collèges de Paris, les thèses que les élèves soumettaient vers la fête de sainte Catherine, laquelle, avant d'être la patronne des jeunes filles de vingt-cinq ans à marier, a été celle des écoles, des philosophes et de la Faculté de théologie de Paris.
Le nom de Catherine a été aussi donné par les botanistes à la rose commune et par les anatomistes à la coquille.
Mais n'est-ce pas encore nos petites ouvrières qui portent le plus joliment ce joli diminutif de Catherine ?